

Voyage au pays de l'utopie rustique... soviétique : les jardins collectifs de la ville de Kazan (Tatarstan)... au péril de la pollution industrielle.

Le jardin collectif comme analyseur des mutations des imaginaires de la nature dans la Russie contemporaine

« Villes gigantesques et sans âmes, files d'attentes interminables devant les commerces, libertés individuelles bafouées, appartements mal isolés et trop petits où les familles supportent tant bien que mal la promiscuité, consommation acceptée d'aliments dont on sait qu'ils sont contaminés parce qu'ils proviennent de Tchernobyl... Comment donner un sens à sa vie dans un tel univers ? Contre toute attente, c'est en se construisant des petites maisons secondaires de fortune, avec de la tôle ondulée ou des parpaings de récupération, que les habitants oublient, le temps d'un week-end, leurs soucis »

Ronan Hervouet, *Datcha blues*

Contexte

C'est dans le cadre d'une mission d'enquêtes de terrain réalisée début juillet 2002 dans différents jardins collectifs de la ville de Kazan, en République du Tatarstan (Fédération de Russie), que cette réflexion est née. Cette mission avait pour objet d'identifier les attitudes, pratiques, croyances et représentations des jardiniers amateurs en vue d'élaborer ultérieurement, avec eux, une méthode de travail permettant une meilleure prise en compte des risques écologiques liés à la pollution industrielle principalement. La méthode retenue était basée sur l'observation directe, en situation, dans les jardins alors occupés par leurs propriétaires, souvent en famille. L'enquête fut conduite sur la base d'entretiens directs, à caractère semi-directif. Deux chercheurs russes, biologistes fondamentaux, ont accompagné nos investigations, prenant une part de plus en plus active à la réalisation des entretiens. Une telle démarche nécessitait, bien entendu, une bonne connaissance des facteurs agronomiques susceptibles d'éclairer le fonctionnement « biologique » du jardin et de ses composantes d'un point de vue systémique. Néanmoins, la mise en œuvre d'une politique préventive auprès des

populations nécessitait de produire un autre type de connaissance, complémentaire, lié aux facteurs sociaux, anthropologiques et psychiques qui entrent en jeu, tant dans la relation du jardinier avec son jardin qu'aux relations sociales entre jardiniers et autorités, ou encore entre les jardiniers eux-mêmes. Cet article constitue donc un retour sur un travail réalisé il y a huit ans et jamais valorisé dans la mesure où le projet fut arrêté avant d'arriver à son terme : la mise en œuvre d'une politique de prévention des risques sanitaires liés à l'usage des pesticides ainsi que la valorisation des boues contaminées de la Volga qui coule à Kazan. Le jardin collectif, héritage incontournable de l'époque soviétique dans la Russie contemporaine, s'avère être un bon analyseur des structures sociales comme de l'évolution des rapports de l'homme avec la nature. C'est pourquoi nous l'avons conçu d'abord comme un *fait social*, c'est-à-dire une production *collective, institutionnelle* et *imaginaire*. L'approche socio-anthropologique, définie par sa double perspective microscopique et macroscopique, renvoyant d'un côté, à l'étude du symbolique et du local (représentations, attitudes, croyances, pratiques) et de l'autre, à celle des mouvements sociaux, des structures sociales et historiques dans lesquels s'inscrivent ces réalités particulières, s'avéra particulièrement appropriée à saisir la complexité de l'objet, à l'articulation de la culture, de la nature et de la technique.

Méthode

Le programme visé devait tenir compte à la fois de la réalité des problèmes écologiques et sanitaires posés en mobilisant les connaissances scientifiques disponibles sur le sujet, et de l'autre réalité, socio-symbolique et socio-économique, qui est celle des relations complexes qu'entretiennent les habitants aux jardins. Nécessité économique, besoins d'ordres symboliques et contraintes sanitaires sont de ce point de vue souvent contradictoires. Face au projet d'acculturation aux risques environnementaux et sanitaires, la perspective **dialogique**, basée sur l'idée d'une affinité possible entre savoir savant et savoir social, en les plaçant sur un même plan de validité, semblait être la plus pertinente. Les programmes d'éducation pour la santé ne prenant pas en compte la pertinence et la légitimité des connaissances autochtones et locales sont en effet le plus souvent voués à l'échec.

L'analyse des relations entre les jardins collectifs et la structure sociale vise à dépasser une approche strictement individualiste de la question environnementale (souvent de type

comportementaliste) pour réaliser un pari sur la possibilité de développer des échanges à différents niveaux (entre chercheurs de différentes disciplines, entre chercheurs et jardiniers, entre les autorités en charge de la gestion des risques et les habitants) débouchant sur une action collective et concertée. Plus que la notion de « risque », trop calculatoire (qui suppose l'existence d'un acteur rationnel et calculateur du type *homo oeconomicus*), nous avons préféré partir d'une approche en terme de **vulnérabilité**, qu'elle soit économique ou anthropologique, exprimée par les acteurs. Cela signifie que l'on ne peut faire l'économie de la question de ce que ces personnes sont prêtes, ou non, à perdre, à abandonner, dans une relation dialectique comme par exemple certaines pratiques culturelles qui contribuent à alimenter la famille et entraînant en même temps son empoisonnement. Une attention particulière fut portée à la prise en compte des évolutions récentes et des transformations historiques des jardins comme des relations jardin/population/territoire. Furent analysées notamment les logiques de transmission des jardins (modalité, aspirations des nouvelles générations), les aspects juridiques (évolution du statut de la terre, privatisation) et l'apparition de nouveaux phénomènes tels que le développement de la délinquance et de l'insécurité dans les zones jardinières.

Le jardin collectif

Un jardin collectif est une institution permettant aux citoyens soviétiques d'accéder à une parcelle de terre – de 600 m² en moyenne – afin d'y développer une activité agricole à vocation domestique. Chaque jardin dépendait au départ de l'institution de rattachement à laquelle il appartenait : ce pouvait être une usine, une université spécialisée, une administration, un hôpital, une école, etc. D'abord inventé sous Staline, pour pouvoir maintenir des salaires minimaux en permettant aux citoyens d'accéder à des moyens d'autoproduction – à l'instar du lopin de terre distribué aux kolkhoziens – le jardin collectif connu son essor le plus important dans les deux dernières décennies du système soviétique. Il joua un rôle primordial dans l'organisation de la survie qui accompagna la très importante crise de transition en 1990 et 1991, mais sa vocation ne saurait toutefois, comme nous allons le voir, se borner à la sphère économique. Il demeure aujourd'hui, plus de vingt ans après l'effondrement de l'URSS, une part importante de la vie des russes en ce qu'il constitue pour des dizaines de millions de citoyens, produits historiquement par le modèle urbano-industriel,

la seule possibilité de s'enraciner et de retrouver un contact avec la « nature ». Cette « agriculture urbaine » concernerait de 65 à 80% des russes aujourd'hui. Situé géographiquement à la périphérie des grandes villes, parfois jusqu'à plusieurs dizaines de kilomètres, le jardin collectif est organisé un peu comme une « ville verte » aux portes de la métropole : on y trouve des « avenues » principales desquelles partent les allées secondaires distribuant les nombreuses parcelles – parfois plusieurs milliers – sur lesquelles on trouve inmanquablement la fameuse *datcha*, évolution de la primitive cabane de jardin, initialement autoconstruite par les propriétaires avec l'aide de la famille et des voisins, qui joue le rôle d'une maison de famille, ou à tout le moins d'une résidence secondaire où l'on se retrouve le week-end de mai à septembre. Il n'est pas rare que les mères de familles s'y installent pour toute la durée des grandes vacances. On y croise tous les milieux sociaux, on y cultive de tout, légumes, fruits et fleurs, on y vit littéralement parfois une partie de l'année, notamment femmes et enfants, on s'y retrouve en famille et entre générations, et surtout, on y réalise toute une série d'activités que l'on s'interdit en ville.

Une institution familiale

La plupart des jardins que nous avons visités datent des années soixante-dix et surtout, quatre-vingt, ce qui signifie que deux, voire trois générations maximum s'y rencontrent. Si la première génération qui s'est vu octroyer la terre est en train de disparaître, les enjeux concernant l'avenir et l'évolution des jardins se jouent pourtant bien encore entre trois générations. Ces mêmes générations peuvent toutefois permettre, pour des raisons sociales et historiques, d'esquisser une typologie exploratoire des jardiniers en regard des valeurs dont ils sont porteurs et de leurs attentes et conceptions en matière de jardin. On distinguera ainsi :

- les 60-80 ans : les « pionniers », caractérisés par un fort ancrage rural et paysan ;
- les 40-60 ans : les « héritiers », qui ont reçu la « culture paysanne » par le jardin ;
- les 20-40 ans, peuvent être de deux types : les « nouveaux russes », qui développent la *datcha* pavillonnaire sur le modèle occidental, donc sans jardin potager, d'une part, et les « jeunes » porteurs de nouvelles aspirations, également peu enclins au jardin vivrier, de l'autre.

Dans ce sens, les classes d'âges semblent jouer un rôle au moins aussi important que les classes sociales, les deux étant produites historiquement, dans la compréhension des attitudes et pratiques des jardiniers. La transmission inter-générationnelle du jardin constitue

un facteur essentiel de ce point de vue : l'héritage, lorsqu'il est accepté, est perçu par beaucoup comme une obligation morale de poursuivre l'*œuvre* des parents qui ont défriché la terre, l'ont enrichie et cultivée, y ont planté des arbres, construit une maison (la *datcha*), etc. Cette charge peut entrer en contradiction avec des aspirations actuelles, chez les héritiers, à transformer le jardin, voire à s'en défaire.

Déni du rôle économique

Si le jardin a pu, au tournant des années quatre-dix durant lesquelles la Russie émergente était plongée dans une profonde crise économique, jouer un rôle essentiel, voire vital dans l'alimentation quotidienne, il est surprenant de constater combien aujourd'hui la plupart des jardiniers dénie la vocation économique de sa parcelle. Il a souvent été évoqué le fait que si l'on effectuait le bilan des intrants (location de la terre, produits phytosanitaires, engrais, achats de plants et graines, etc.) et des produits qui sortent du jardin, celui-ci serait économiquement négatif, sauf dans le cas de jardins exploités en monoculture (de pommes de terre par exemple). Ces derniers sont rares cependant, et mis en culture lorsque une famille se retrouve par exemple dépositaire de deux parcelles suite à un héritage : l'une des deux parcelles peut alors recevoir une vocation essentiellement productive à caractère « professionnel », c'est-à-dire vouée à la vente de produits agricoles sur des marchés locaux. S'ils reconnaissent volontiers que les produits du jardin constituent une alimentation saine et variée, donc dans le déni des risques sanitaires bien réels liés à la pollution du fleuve, les jardiniers s'accordent pour dire qu'ils auraient plus intérêt à aller acheter leurs légumes sur le marché ou au Kolkhoze, notamment lorsque les prix sont bas en pleine saison. Mais il s'agit avant tout d'un *discours* tenu sur la vocation non-utilitariste du jardin, personne ne s'étant risqué à effectuer *réellement* un pareil calcul, qui ne présente de ce point de vue qu'un intérêt limité. Nous retiendrons ici l'existence d'une rhétorique du désintérêt économique qui nous signifie au moins la chose suivante : les véritables raisons du jardin sont à chercher ailleurs.

Le jardin comme vecteur de transmission de la culture paysanne

L'hypothèse selon laquelle le jardin pourrait constituer un lieu de mémoire et de transmission de la *culture paysanne* dans la société soviétique et post-soviétique a trouvé dans cette enquête un début de validation. C'est qu'en effet, de nombreux jardiniers dans la catégorie des pionniers ont avoué avoir connu une enfance rurale, passée dans des villages, au

contact de la terre, celle des lopins kolkhoziens, au contact des animaux et des derniers paysans russes, avant que le système soviétique n'ait procédé à la liquidation totale de la société paysanne en tant que couche sociale. A la question « Où avez vous appris à jardiner ? », les anciens répondent fréquemment : « Dans le village où j'ai grandi », alors que d'autres évoquent un passé familial dans des maisons de villes dotées de jardins (il en reste dans certains quartiers de Kazan, comme dans de nombreuses villes russes anciennes). Nous entendons par « mémoire de la culture paysanne », bien plus qu'une série de savoirs et savoirs faire : un ensemble de conceptions et de représentations du monde, fondé sur des valeurs et articulé à une mémoire collective, commun à l'ensemble des sociétés paysannes telles qu'elles se sont développées sur plusieurs continents depuis l'an mille jusqu'au XXème siècle¹. La reproduction des structures familiales et sociétales, le primat de la relation de socialité primaire (famille, amitié, voisinage) sur la socialité secondaire (institutions, marché, état), le développement de l'économie non monétaire (échange, entraide, logique du don), la transmission directe des savoirs et des savoirs faire, le souci de la préservation du milieu, l'attachement à la terre, la préservation d'une mémoire collective, le développement des logiques d'autoproduction et d'autoconsommation, la volonté enfin de préserver des espaces de liberté pratique enfin, en sont les principales caractéristiques, celles précisément que la modernité industrielle et technique a chassé prétendument au nom de la Raison¹. C'est en ce sens que l'on peut comprendre l'engouement des russes pour le jardin, en ce qu'il est le support d'inscription de la mémoire de la culture paysanne, bien que la « société paysanne » ait, comme en Europe occidentale, fini par disparaître en tant que structure sociale, économique et politique². Au delà de la matérialité des choses, les enquêtes nous ont révélé l'extrême richesse et l'infinie complexité des relations mémorielles qui peuvent exister, *via* les trois ou quatre générations dont certaines ont fait l'expérience du système soviétique et du totalitarisme au XXème siècle, entre l'institution jardin et la société paysanne. La culture paysanne, comme *ethos* (ensemble de valeurs) et *praxis* (ensemble de pratiques orientées historiquement) se retrouve à différents degrés, dans les pratiques et représentations de jardiniers, surtout dans celles des « pionniers », ceux qui ont les premiers colonisé la terre, parfois de manière sauvage :

- échanges non-monétaires de plants et de graines,
- dons des productions excédentaires aux voisins et amis,

¹ Alphandéry P. et alii, *Les Champs du départ*, La Découverte, 1989.

² Mendras H., *La fin des paysans*, Armand Colin

- pratiques d'entraide pour les corvées et la construction de la maison,
- limitation dans le développement des capacités productives du jardin
- conscience écologique (plus ou moins implicite),
- établissement d'une relation entre le travail de la terre et la liberté,
- transmission directe de l'expérience,
- autoproduction d'intrants et autoconsommation des produits

en sont les principales caractéristiques.

Le travail

La question du travail occupe une place centrale au jardin. Activité consommatrice de temps et d'attention, parfois pénible, le jardinage d'une parcelle de 400 à 600 m² pourrait constituer une activité à plein temps, pour une personne seule, du printemps à l'automne. Notons que certains, retraités, chômeurs ou travailleurs à temps partiel, s'accordent ce temps. D'autres, salariés ou travailleurs indépendants, y occupent l'intégralité de leur temps libre, vacances et week-end compris. La valeur du travail y prend une place prépondérante. L'activité jardinière est notamment présentée comme un vecteur d'éducation des jeunes enfants : le fruit récolté et la liberté dont on peut jouir de le consommer est le produit du travail consenti à la nature en retour de la peine fournie. Les anciens résument souvent ce lien par la formule proverbiale : « si on ne sème pas le blé, on aura pas de pain ! ». Comme dans le reste de la société, l'activité jardinière est, en Russie, marquée par une forte division sexuelle du travail : la femme (ou parfois l'homme) s'occupe des cultures. Il est bien rare que les deux soient simultanément « maître » du lieu. L'observation empirique nous donne à penser que le jardin est plutôt le lieu de la femme, en tant qu'il constitue le prolongement imaginaire de la maison. L'homme n'est pas inactif pour autant puisqu'il lui revient - avec le soutien d'un réseau de relations familiales ou de voisinage - de construire et d'entretenir la datcha et ses « dépendances » (toilettes, sauna, serres) et d'effectuer les corvées les plus pénibles (labour, apport de fumier). Il a fallu, dans certains jardins, importer au départ l'intégralité de la terre arable, tâche également typiquement masculine.

Déni du risque écologique

Le jardin est, aux dires du propriétaire, toujours « propre » et on ne peut pas dire qu'il existe une réelle prise de conscience du risque écologique. Cette question est d'autant plus pertinente qu'aucune information sur l'existence d'éventuelles pollutions n'est diffusée auprès du public. Nous parlons des risques *réels* ou *supposés*, la notion de risque étant prise d'abord au sens d'une construction sociale ; elle est relativement absente chez les jardiniers en ce qui concerne l'environnement. Pourtant, le jardin reste un lieu d'expérimentation permanente, la culture agronomique, souvent autodidacte, y étant majoritairement en évolution permanente. Ceci augure des potentialités plus ou moins importantes de *changements culturels* au sens où les pratiques mises en œuvres ne sont pas tant raccordées à une tradition (démarche implicite) qu'à une logique de recherche empirique et explicite. La raison pour laquelle il semble à proprement parler impensable que le jardin puisse être contaminé peut être cherchée dans le lieu paroxystique de la contamination, où nous avons passés une dizaine d'années à tenter d'en comprendre les effets sociétaux : les zones contaminées de Tchernobyl. Nous avons mené, de 1996 à 2006, une analyse systématique des conséquences sociales de la catastrophe nucléaire survenue à la centrale Lénine en 1986, et plus particulièrement dans la modification qu'elle fait subir aux individus (et aux communautés) dans leur ancrage territorial. Nous allons voir en quoi les leçons de Tchernobyl peuvent éclairer la problématique des territoires contaminés dans le cadre des pratiques d'agriculture urbaine où *a priori* aucun accident industriel n'est venu remettre en cause les habitudes et les pratiques culturelles.

La vie en territoire contaminé : comment s'enraciner dans une technonature ?

Il est toujours délicat de tenter de synthétiser les problèmes, complexes et liés les uns aux autres à la manière d'un système, que rencontrent la population des zones contaminées du Belarus, de l'Ukraine et de la Russie. Il faudrait revenir dans le détail sur la nécessaire distinction entre la phase accidentelle à proprement parler, durant laquelle de nombreuses populations d'Europe ont été exposées à une forte contamination mais aussi à des niveaux de radiation élevés, et la phase post-accidentelle durant laquelle les populations des zones dites officiellement « contaminées » ont été, sont et seront exposées à un risque d'empoisonnement de l'organisme par ingestion de denrées contenant principalement deux polluants radiotoxiques : le césium 137 et le strontium 90. Il faudrait passer en revue l'extraordinaire complexité des problèmes sanitaires, pour une part inédits, et la situation de controverse

scientifique – et politique - que leur publication a suscité. En tout état de cause, l'observation des territoires contaminés laisse à penser qu'on a bien affaire à une bombe à retardement dont les effets se déploient dans tous les registres de la société. Finalement, et c'est à cette conclusion qu'aboutissent les observateurs attentifs de la situation, l'ensemble des registres de la vie sociale des habitants des territoires contaminés s'est trouvée affecté : relations sociales, stigmatisation des « Tchernobyliens », déstructurations des familles et des réseaux de sociabilité, bouleversement des économies globales et locales, transformations politiques radicales (chute de l'URSS dont Tchernobyl fut un accélérateur), sans compter les transformations d'ordre symbolique ou les perturbations psychologiques profondes engendrés par les effets à long terme de l'accident. La république indépendante de Biélorussie, rebaptisé Belarus depuis 1994, est de loin la plus touchée, avec un quart de sa population, soit trois millions de personnes vivant en zone contaminée, officiellement un quart du pays. La complexité de la situation y vient, entre autre, du fait que la catastrophe de Tchernobyl se combine à d'autres bouleversements profonds (disparition de l'URSS, instauration depuis 1994 d'un régime autoritaire, crise économique grave, etc). Mais la principale difficulté rencontrée par les habitants semble être liée à une nouvelle forme de déracinement, d'arrachement au sol, d'impossible retour à une situation « normale » d'avant la catastrophe et, surtout, de l'impossibilité de retrouver un sol, un point d'ancrage dans une nature habitable et cultivable. La question qui nous occupe est donc la suivante : en quoi les leçons de Tchernobyl – parce que la situation y est plus radicale et donc plus visible – peuvent-elles nous aider à comprendre les résistances des jardiniers urbains de Kazan au changement de leurs pratiques ?

Bien que la catastrophe de Tchernobyl recèle encore, et probablement pour longtemps, une large part d'impensé, nous nous risquons à avancer quelques hypothèses au sujet de ce qui nous est apparu comme une forme nouvelle de déracinement. On peut, pour la caractériser, parler d'un *déracinement sans déplacement, in situ*, immobile, d'un d'arrachement de l'intérieur, incommensurable aux formes qu'il avait prises jusqu'alors, formes organisées de l'exode, paysans chassés de leurs terres, et plus largement par toutes les conséquences de l'urbanisation et de l'industrialisation des sociétés modernes, puis des pays du « sud ». Avec Tchernobyl, les dimensions du temps et de l'espace, dans l'intimité de leur articulation, ont été bouleversées. Il est impossible de penser le rapport à l'espace sans prendre en compte également, comme nous allons le voir, la dimension temporelle de la catastrophe. Au-delà des renversements opérés entre le dedans et le dehors, dans la complexe

problématique de la « zone » qui ne correspond à aucune mémoire, à aucune expérience politique, ou encore entre le proche et le lointain, dans les jeux tout aussi complexes de révélation de la *vulnérabilité* de territoires à l'échelle planétaire, il faudra encore longuement s'interroger sur l'expérience faite par quelque six millions de personnes dont le territoire dans lequel elles vivent apparemment « comme avant » leur est en fait devenu étranger. Le monde, négatif, contaminé, fabriqué par la technoscience n'est plus désormais, comme nous nous sommes efforcés de le montrer, le « monde d'avant ». Il y a un avant, et désormais un après Tchernobyl, c'est là la définition même de la catastrophe : à la fois rupture et renversement irréversible. Il faudra également s'interroger sur le prix de l'adaptation – supposée – des hommes dans un territoire durablement contaminé et devenu dangereux pour la vie elle-même. On ne peut, dans la zone contaminée, goûter un fruit de cette terre sans être saisi d'un doute, sans lui trouver cet arrière-goût d'étrangeté, immédiatement refoulé sans quoi on ne pourrait plus se nourrir. Cela ne laisse rapidement plus affleurer qu'un sentiment d'anxiété, d'angoisse diffuse. On ne peut non plus contempler un paysage rural, répondant pourtant aux critères de l'esthétique romantique occidentale par ses forêts, ses rivières, sa palette de couleurs, ses jeux d'ombres et de lumières, l'omniprésence d'animaux rustiques et sauvages etc., sans être saisi par l'effroi à l'idée qu'en dépit des apparences il s'agisse bien du monde nouveau produit de la catastrophe nucléaire, le « monde d'après l'apocalypse » dépeint pour la première fois dans son roman de témoignage par Svetlana Alexiévitch³. A titre d'exemple, le mot *samossioli* désigne, dans le langage Tchernobylien, les personnes qui ont fait le choix de revenir dans leur maison, jugeant les conditions de relogement d'urgence inacceptables. Il signifie littéralement « qui s'installe par lui-même », *squatter* en anglais, occupant sauvage, ce qui signifie bien qu'après Tchernobyl ceux qui ont choisi de retourner vivre où ils ont vécu sont comme des nouveaux arrivants, ou encore des arrivants dans un nouveau monde.

La principale préoccupation des habitants des zones contaminées –de Tchernobyl et de Kazan - n'est donc pas, contrairement à ce que l'on pourrait croire, de se forger une nouvelle « culture du risque », mais de retrouver une vie normale, une vie comparable à ce qu'elle était avant l'accident. L'inacceptable de Tchernobyl, c'est surtout son irréversibilité, le fait que rien ne sera jamais plus comme avant, ni l'eau, ni l'air, ni le sol, ni même la nature toute entière. Le regard que l'on porte sur les choses a changé, le temps s'est abîmé, suspendu d'un côté dans l'urgence du quotidien et disloqué, de l'autre, par l'interminable durée de vie de la

³ Alexiévitch S., *La Supplication*, Paris, Lattès, 1998. Traduit en 23 langues, vendu à plus d'un million d'exemplaires dans le monde.

contamination radioactive. On parle de plus d'un million d'années de durée de « vie » pour le Plutonium. La nature, si elle reste techniquement mesurable depuis l'accident, est devenue hors de notre portée d'un point de vue anthropologique, du point de vue de sa signification. Nous ne pouvons nous la représenter, ni la figurer pour ce qu'elle est réellement, une technonature contaminée, alors même qu'elle échappe à nos sens. La contamination radioactive, comme la pollution d'une manière plus générale (celle de la Volga est elle aussi « riche » de nombreux métaux lourds et substances toxiques diverses), est en effet invisible, insipide et sans odeur ; ses effets sont lents et différés. Mais le problème le plus fondamental est que nous ne possédons ni imagination, système de représentation, ni langage pour nous en rapprocher, pour la figurer, pour en comprendre le sens. Les spécialistes de la nature, qu'ils soient philosophes ou environnementalistes, s'accordent sur le fait qu'on ne peut plus raisonner avec l'ancienne catégorie de nature, au sens de « ce qui advient spontanément hors de toute intervention humaine », au profit de la notion plus conforme avec la réalité de technonature, sur laquelle nous agissons sans cesse par le biais de la technique et des artifices. Pour le philosophe Dominique Bourg, « la nature a commencé alors à céder la place, par pans entiers, à une technonature : à des régulations autrefois naturelles, et donc automatiques, se sont substituées des régulations artificielles. Tel a par exemple été le cas lorsque les écosystèmes naturels ont fait place à des agrosystèmes... »⁴. Cependant, une telle définition positive de la nature techniquement maîtrisée rendue au service de l'homme ne cerne qu'une des deux dimensions de la technonature : l'autre en est constituée de manière exemplaire par les effets de la contamination radioactive, et plus largement par tout type de pollution industrielle durable. Elle constitue, en d'autres termes, le revers de la première. Avec le fantasme de maîtrise radiologique totale (risque zéro), qui prendrait la forme d'une *société de contrôle* social total au sens de Deleuze, nous devons également renoncer à la possibilité de nous représenter la technonature, dont la catastrophe de Tchernobyl constitue la manifestation paroxystique. Nous ne pouvons pas la figurer parce qu'elle se dérobe en nous, parce qu'elle nous dépasse, rendant du même coup obsolètes nos modes de perception et nos systèmes de représentation anciens. Il est toujours possible de continuer à entretenir une relation esthétique avec la nature de type paysagère sans pour autant accéder à la véritable « nature » de cette nature. Il est d'ailleurs troublant, pour le visiteur de la zone interdite des trente kilomètres autour de la centrale, de constater combien la nature est belle, dessinant des paysages doux et luxuriants, arcadiens. Des forêts de pins y poussent sur un sol blanc et sablonneux qui rappelle

⁴ Dominique Bourg, «Les deux utopies techniques», *Le Portique*, Numéro 5 - 2000 -

les Landes, de vastes prairies fleuries et peuplées d'animaux sauvages – chevaux, bisons – parsemées de forêts de feuillus et de conifères. Et ce sentiment de douceur qui se dégage du paysage, en été du moins, fait que l'on s'y sent bien et fait écran dans l'espace du sentiment à ce qui constitue la menace dissimulée au cœur même de la « belle nature ». L'esthétique du paysage interdit l'accès au négatif et empêche l'élargissement de notre imagination à la dimension technique de la nature. C'est l'expérience que font également les jardiniers de Kazan lorsque, éreintés par une semaine de travail, ils se retrouvent entre amis « à la datcha »ⁱⁱ. Le mal est en réalité contenu dans le bien (la nature généreuse), le beau, le bon, le mangeable, l'habitable *a priori*. C'est l'une des raisons, et non des moindres, pour lesquelles nous demeurons, comme les jardiniers de Kazan, aveugles à la contamination, et plus largement à la destruction de nos ressources vitales.

L'espace déstructuré ou le territoire de l'impossible

Il nous faudrait, avec la contamination radioactive, inventer une nouvelle culture, dialectique, acceptant les paradoxes comme le temps long et l'urgence, la contamination planétaire et ses variations les plus « locales ». Nous pouvons plus largement nous demander dans quelle mesure la catastrophe de Tchernobyl, qui présente comme nous l'avons vu à bien des égards une structure épidémique, a pu engendrer une modification de nos rapports anciens à l'espace, au sens du territoire habité et garanti par des frontières. Inédite, elle se présente résolument comme un défi lancé à notre culture, moderne, de l'espace. A l'examen de la situation, des effets sociaux et culturels que nous avons étudiés au sein des populations biélorusses vivant dans les territoires fortement contaminés et parfois éloignés de la centrale en tant que telle, il apparaît que chez un grand nombre de personnes, le système de représentations de l'espace et du temps par l'intermédiaire duquel ils avaient jusqu'à présent appréhendé le monde, à hauteur d'homme, a été profondément bouleversé. Ainsi, du point de vue de l'espace, de nombreuses difficultés, dues à la structure épidémique de la catastrophe, rendent impossible la construction d'une représentation objective de la situation. En premier lieu, la pollution, indécélable, échappe à tous nos sens et elle ne peut donc être que symbolisée ou signifiée, c'est-à-dire rendue présente comme présence invisible. Elle peut être tout aussi facilement oubliée, niée. De ce point de vue, toute expérience de la vie en zone contaminée est déjà rendue *a priori* problématique. Seul un trop coûteux et rarissime appareillage de mesure, d'utilisation compliquée et d'efficacité limitée, permettrait de déceler sa présence. Ceci est vrai pour toute pollution industrielle. Les cartes en vigueur ne

fournissent que des données globales sur les grandes « zones » de contamination, en se bornant à quelques prescriptions et interdictions alimentaires, alors que les radionucléides sont en fait répandus sur le territoire en dessinant une multitude de taches, à la manière d'une « peau de léopard », dont les « points chauds » peuvent ne mesurer que quelques mètres carrés, localisés sous une évacuation de gouttière, dans une cour d'école, un jardin, etc. Dès lors, toute frontière appréhendée *in situ*, et non plus sur la carte, tombe dans le domaine de l'absurde, une absurdité qui n'échappe pas aux habitants, comme l'a fait remarquer Yarochinskaya : « Les champs sont partagés par un ruisseau. D'un côté, on paie un complément, de l'autre non. Et pourtant la poussière, elle ne voit pas la différence, elle va des deux côtés »⁵. La carte, fiction théorique diffusée par voie de presse, demeure pourtant le seul support par l'intermédiaire duquel les autorités transmettent aux populations une information - réduite au minimum - qui est censée être la réalité, mais qui n'entraîne que rarement, comme nous l'avons constaté, les comportements de radioprotection attendus. Ainsi se construit la fiction « officielle » d'un retour à la normale, *via* la carte de la - supposée - contamination en 2016.

Pour conclure

Si nous rapprochons à présent, en guise de synthèse, d'une part la dimension essentiellement symbolique du jardin péri-urbain (dans sa double dimension ontologique et territoriale) et, de l'autre, la dimension inédite de la situation dans laquelle se retrouve les jardiniers face à la pollution (dont Tchernobyl est la paroxysme), nous devons nous résoudre à en tirer la conclusion suivante : la mise en place de politiques de sécurité dans les pratiques jardinières, ce qui suppose la reconnaissance d'une contamination effective du jardin, se heurte frontalement à la nature *institutionnelle* du premier en tant qu'il constitue, selon l'expression de Castoriadis, une institution imaginaire. Le fait que le jardin soit « nécessairement propre » et les produits qui en sortent, « sains et bons pour la santé », cela n'a rien à voir avec quelque évaluation objective de l'état des contaminations. Le jardin de Kazan, comme celui de Tchernobyl, est propre parce que l'on ne possède pas un jardin « de rechange ». Il n'est pas interchangeable et ne s'inscrit pas, de ce fait, dans le règne de la marchandise, que l'on peut échanger comme on le ferai volontiers avec un appartement urbain sis dans un habitat outrageusement standardisé par le système soviétique. Lieu de mémoire, sa dimension

⁵ Yarochinskaya A., *Tchernobyl, vérité interdite*, Artel / Editions de l'Aube, p. 115

patrimoniale lui confère un statut d'authenticité qui interdit sa déterritorialisation par des pratiques écologiques scientifiques. C'est la raison pour laquelle les jardiniers ne *veulent* pas savoir, pour l'essentiel, si leur jardin est contaminé ou pollué. S'il s'avérait que cela soit vrai, deux solutions aussi inacceptables l'une que l'autre s'offriraient à eux : soit, en étant rationnel par rapport à la santé, renoncer à l'exploitation de la parcelle, soit, ce qui augmenterait d'autant le stress, continuer à « faire comme si » le jardin n'était pas pollué. Même si l'évolution sociétale conduit à un abandon progressif – mais tout de même encore marginal – des pratiques d'autoproduction, il y a fort à parier que la situation restera ce qu'elle est tant que la dimension – les dimensions devrions-nous dire – institutionnelles du jardin ne seront pas prise en compte. Seule une alternative acceptable, donc élaborée avec la population, permettra de mettre en œuvre ou d'accompagner d'éventuels changements.

ⁱ Mendras H., *Sociétés paysannes*, Coll. U, Armand Colin

ⁱⁱ On utilise volontiers en russe l'expression « za gradom », qui signifie « au-delà de la ville ».